

Pandémie, austérité et despotisme : quel Moyen-Orient après le Covid-19 ?

jeudi 16 juillet 2020, par [DAHHER Joseph](#) (Date de rédaction antérieure : 15 juillet 2020).

La pandémie de Covid-19 a approfondi les problèmes socio-économiques de la région, mêlées à celles de la chute des prix du pétrole en mars 2020, tandis que les régimes autoritaires ont souvent profité des mesures de confinement pour renforcer la répression contre les activistes et les mouvements de protestation.

Sommaire

- [Crise économique et sociale](#)
- [TravailleurEs attaqués](#)
- [Des mouvements de protestation](#)

De nombreux États ont saisi l'occasion de la crise pour imposer des (nouvelles) mesures d'austérité. En Arabie saoudite, la population a été confrontée à la fois à des réductions de subventions, avec l'élimination de l'allocation pour le coût de la vie et à une augmentation des impôts due à la forte augmentation de la TVA de 5 à 15 %. En même temps, cela n'a pas empêché le fonds souverain du royaume saoudien d'investir plus de huit milliards de dollars depuis le début de la crise du Covid-19 dans des mastodontes de l'économie mondiale, de Boeing à Facebook.

L'Arabie saoudite et les autres monarchies du Golfe ont en effet d'énormes ressources financières sur lesquelles s'appuyer, qui leur permettent d'atténuer les effets de la crise économique mondiale.

Crise économique et sociale

L'impact sur les pays exportateurs de pétrole à forte population et d'autres pays est néanmoins beaucoup plus profond avec un renforcement de leurs nombreux problèmes économiques.

Dans certains pays comme la Syrie, l'Iran et le Liban, les monnaies nationales ont atteint leur niveau le plus bas avec des dégringolades sans précédent, affectant massivement le pouvoir d'achat des classes populaires. Le gouvernement libanais a annoncé en mars être en défaut de paiement. Le pays croule sous un endettement de 81 milliards d'euros - soit environ 170 % de son produit intérieur brut (PIB). La proportion des LibanaisES vivant sous le seuil de pauvreté a dépassé les 50 %, un chiffre évalué à 30 % avant la crise du Covid-19. L'Irak a également annoncé des mesures d'austérité et des coupes dans les salaires et les pensions. L'économie du pays dépend des ventes d'hydrocarbures, qui représentent 99 % des exportations et 93 % des recettes du pays. Selon la Banque mondiale, 2020 s'annonce comme la pire année pour l'Irak depuis l'invasion et l'occupation états-unienne de 2003.

En Syrie, le taux de pauvreté dépasse dorénavant les 90 % et fait face à une crise humanitaire profonde avec 11,7 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire. Au Yémen, la

pauvreté, qui touchait la moitié des 29 millions d'habitantEs avant le conflit, concerne maintenant 71 à 78 % de la population, avec plus de 80 % de la population au bord de la famine et 14,3 millions en besoin urgent d'aide. Les femmes sont les plus touchées. Dans les territoires occupés palestiniens, le nombre de foyers pauvres devrait passer à 30 % en Cisjordanie et 64 % à Gaza, comparé à 14 % et 53 % avant la pandémie. En même temps, l'état raciste et colonial d'Israël maintient ses velléités d'annexion de larges territoires de la Cisjordanie.

TravailleurEs attaqués

La structure de la force de travail de nombre de ces pays est une autre question à prendre en considération. Les mesures de confinement et/ou restrictives mises en place par la majorité des États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord n'ont pas été une option viable pour la grande majorité des classes populaires et paupérisées. Celles-ci travaillent dans le secteur informel ou sont dépendantes de salaires journaliers incertains sans aucune protection sociale.

Il faut aussi prendre en compte la précarisation d'autres secteurs de travailleurE. En effet, nombre d'entre elles et eux ont vu leur salaire baisser massivement faute de systèmes sociaux développés permettant des compensations financières significatives.

De même, dans de nombreux pays du Moyen-Orient, les travailleurEs étrangers soumis aux systèmes « kafala », qui les privent de leurs droits civils et humains fondamentaux, ont été la cible de campagnes racistes, emprisonnés dans des centres de détention et/ou expulsés illégalement vers leurs pays d'origine. Ces personnes ont été abandonnées à la merci de la pandémie du Covid-19, sans aucun accès aux soins médicaux.

Un dernier élément à considérer est la nature mondiale de la pandémie qui affecte négativement l'économie internationale dans son ensemble, et donc les fonds extérieurs envoyés dans de nombreux pays. Le montant des envois de fonds envoyés par les travailleurEs vivant dans des pays étrangers, en particulier dans les monarchies du Golfe, a diminué sensiblement en raison des réductions généralisées et de la stagnation des secteurs de l'économie et des fermetures de frontières.

Des mouvements de protestation continus mais en difficulté

La pandémie a permis aux États de la région d'imposer des mesures de confinement, non pour des raisons sanitaires ou par volonté de protéger la santé des classes populaires, mais pour mettre fin aux mouvements de contestation. Les pouvoirs autoritaires ont d'ailleurs ciblé des médias et arrêté des activistes qui mettaient en doute les bilans officiels de contaminations du Covid-19, tout en brandissant la menace de lourdes amendes et peines de prison pour les contrevenantEs aux mesures de confinement.

Les manifestations et actions de résistance populaire sont néanmoins de retour, et réitèrent leurs demandes de changements radicaux face à une aggravation des problèmes socio-économiques et au renforcement des politiques autoritaires.

En Syrie, des manifestations populaires ont éclaté dans les régions de Sweida, Daraa ainsi qu'aux abords de la capitale Damas, dans la ville de Jaramana. Elles dénoncent la cherté de la vie et exigent la chute du régime d'Assad ainsi que le départ de ses alliés, la Russie et l'Iran. Le slogan principal des manifestantEs est « Nous voulons vivre », comme un appel pour plus de justice sociale et de démocratie.

En Tunisie, plusieurs dizaines de milliers de travailleurEs de la santé étaient en grève le 18 juin pour réclamer une amélioration de la gestion de l'hôpital public, plus d'investissements et de meilleures conditions de travail. Les mobilisations se poursuivent dans le secteur avec un nouvel appel à la grève au 15 juillet. En même temps, dans la ville de Tataouine, dans le sud du pays, des manifestations massives ont eu lieu pour dénoncer la marginalisation et la misère que subissent les habitantEs. Le taux de chômage atteint 30 %, le double de la moyenne nationale.

Au Liban, en Algérie et en Irak, les mouvements de protestation populaire et les activités militantes ont repris après plusieurs semaines d'arrêt, parfois même avant la fin officielle du confinement. Au Maroc, des manifestations ont également éclaté dans la ville de Tamassint, dans le Rif, pour dénoncer le retard dans les aides sociales et réclamer des droits, l'arrêt des arrestations arbitraires et la libération des prisonnierEs politiques.

Les capitales régionales avec leurs soutiens impérialistes estiment qu'elles peuvent maintenir leur domination despotique en recourant en permanence à une violence massive contre leurs populations. Cela est voué à l'échec, comme les explosions de protestations populaires régionales continuent à le démontrer.

Joseph Daher

P.-S.

• Créé le Mercredi 15 juillet 2020, mise à jour Mercredi 15 juillet 2020, 09:21 :
<https://npa2009.org/arguments/international/quel-moyen-orient-apres-le-covid-19>